Zeitschrift: Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique

Herausgeber: Société fribourgeoise d'éducation

Band: 81 (1952)

Heft: 13-14

Artikel: Les problèmes pédagogiques en Allemagne et en Autriche : l'effort de rénovation depuis 1945

Autor: Billy, Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1040621

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les problèmes pédagogiques en Allemagne et en Autriche

L'effort de rénovation depuis 1945

Cet effort a rencontré de très grosses difficultés. A l'Allemand pragmatique, qui ne mesure la valeur des actions humaines qu'à leur résultat, la disparition du national-socialisme n'a amené à ses débuts que la misère et la contrainte. Les cadres allemands ayant perdu avec la défaite tous leurs avantages ne manquèrent pas d'exploiter la situation pour critiquer l'œuvre des Alliés.

L'action de dénazification de l'enseignement allait donc s'accomplir dans un climat défavorable. Mais elle était encore compliquée par une série de contradictions : les Alliés ne pouvaient proposer aux Allemands qu'une place médiocre dans le monde de l'avenir, puisqu'en toute justice l'Allemagne devait contribuer au relèvement des pays détruits par sa guerre. Comment le faire admettre ? D'autre part, les Alliés étaient entrés en Allemagne au nom d'une cause commune, mais des divisions profondes apparaissaient clairement entre eux qui augmentaient encore le scepticisme des Allemands. Enfin, il était particulièrement difficile de tenter d'inculquer de l'extérieur une idéologie nouvelle si la nation allemande elle-même ne reconnaissait pas la supériorité des nouvelles valeurs ; problème d'autant plus difficile à résoudre pour l'occupant occidental qu'il répugnait à bouleverser tout le système existant et que sa conception de la démocratie l'empêchait précisément de substituer à l'ancien totalitarisme un totalitarisme d'un nouveau genre qui résolût sans débat tous les problèmes. A l'Est, par contre, la volonté de remplacer un système par un autre existait, et cette substitution était d'autant plus commode que l'idéologie communiste pouvait proposer à l'âme allemande une Weltanschauung d'une qualité logique et d'une valeur explicative incontestablement supérieures au nazisme. En face de ce débat qui les dépassait, les pédagogues allemands ont dû limiter leur activité à des problèmes de méthode et à l'organisation de classes expérimentales. Dans ce domaine restreint, leur œuvre, nous le verrons, a été très féconde.

---

[1] Ces pages de M. Jacques Billy sont extraites du livre *Les Systèmes d'éducation dans le monde d'aujourd'hui* qui doit paraître chez Vitte, Lyon-Paris, dans la collection *Animus et Anima*, dirigée par L. Barbey et E. Marmy, professeurs aux Facultés catholiques de Lyon. Nous les publions avec l'autorisation des directeurs de la collection.

Ce sont ces différents problèmes que nous allons étudier successivement.

A. LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME ALLEMAND D'ÉDUCATION SOUS LE CONTRÔLE DES ALLIÉS

Une distinction fondamentale est évidemment à faire entre les deux politiques de l'Est et de l'Ouest. Sans doute à l'origine le problème commun a consisté à créer les conditions favorables à la réorganisation du système par un double effort d'élimination des tendances nazies et d'aide matérielle. En principe, en application des accords de Potsdam, les Alliés devaient se concerter au sein d'un Comité de l'Education siégeant à Berlin. En fait, aucune action commune véritable n'a jamais été entreprise. Aussi, lorsqu'il s'est agi de recréer l'enseignement sur des bases nouvelles, les politiques se sont diversifiées. A l'Ouest, on est revenu au système traditionnel d'avant 1933 avec de légères modifications, et l'action culturelle a porté dans une double direction : revision des programmes, développement libéral des échanges éducatifs avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France. A l'Est on a agi différemment : le système scolaire a été bouleversé ainsi que les programmes, et la propagande en faveur du marxisme introduite systématiquement.

1. L'œuvre des Alliés de l'Ouest

Des principes communs ont inspiré l'action des Britanniques, des Américains et des Français : élimination du personnel nazi, désagrégation des mouvements de jeunesse susceptibles d'être des foyers de nationalisme, formation du nouveau personnel enseignant, contrôle de l'enseignement supérieur. En fait, les modalités d'application ont différé assez sensiblement d'une zone à l'autre.

Dans la *zone britannique*, l'épuration a été modérée. En 1948, on comptait, sur 3600 étudiants d'une Université, 244 anciens officiers et 1207 officiers de réserve. En ce qui concerne le personnel, 15 % des hommes et 7 % des femmes seulement ont été révoqués. La formation des nouveaux maîtres fut organisée dans des Académies pédagogiques le plus souvent confessionnelles (six Instituts catholiques pour quatre protestants et 2 simultanés). Dans l'enseignement primaire, libéralisme aussi : les écoles confessionnelles peuvent être libéralement ouvertes si plus de 60 parents le demandent dans les petites communes et 120 dans les grandes.

Dans la *zone américaine*, le système est très « décentralisé ». A l'imitation des Etats américains, les divers pays règlent leur système d'éducation. Les Eglises sont restées très influentes et on ne compte d'écoles simultanées qu'à Francfort. Des efforts sont

tentés par une Commission culturelle siégeant au Länderrat pour unifier le système scolaire.

L'influence de l'occupant est plus nettement marquée qu'en zone britannique : dans le domaine de l'enseignement du civisme par exemple, les Américains ont encouragé l'organisation de petites démocraties enfantines (self-government). Ils ont favorisé la création d'associations antifascistes du personnel à Francfort et en Grande-Hesse et les stages d'instituteurs et de professeurs en Amérique. Les discussions politiques sont interdites dans les syndicats.

Mais l'action américaine a surtout porté sur les organisations de jeunesse. Pour secourir la jeunesse abandonnée à elle-même au sortir de l'école et assez souvent sans emploi, ils ont créé des dortoirs de jeunes, des comités de la Jeunesse, des groupes de Reconstruction volontaire. Sur le plan intellectuel, ils ont encouragé les Universités populaires : 350 000 jeunes Allemands les fréquentent en zone occidentale. L'armée a organisé des centres de formation civique de jeunes leaders.

En *zone française*, l'épuration a été beaucoup plus poussée que dans les deux autres zones occidentales : 62 % des professeurs de Tübingen, 40 % des professeurs de Fribourg ont été éliminés. Dans l'enseignement primaire, un gros effort a été fait pour revenir à des traditions libérales : dans les écoles confessionnelles, le maître est désormais nommé avec l'assentiment de l'évêque. C'est un referendum des parents qui décide du type d'école. En 1947, ils étaient en faveur de l'école simultanée, mais en 1949 on a assisté à une réaction en faveur de l'enseignement confessionnel.

Un problème particulièrement difficile à résoudre a été celui du recrutement des maîtres. On a utilisé au début des retraités, des éducateurs bénévoles formés par quelques cours de pédagogie. Mais dès juillet 1946 s'ouvraient les Lehrerseminare sous le régime de l'internat. Les études durent quatre années et sont complétées par des stages. Il y a chaque semaine 2 heures de religion et 5 heures de français. Des échanges avec la France ont été organisés.

Comme dans les deux autres zones, la question des manuels s'est posée avec acuité. Les programmes d'histoire, de géographie, d'arithmétique ont été modifiés. L'enseignement du français a été introduit dans toutes les écoles. L'histoire et la géographie de l'Allemagne ont été replacées dans un complexe plus vaste.

On voit combien l'œuvre des Alliés a été importante depuis 1945 et comment elle a abouti à la création d'une diversité de régimes en matière d'éducation. Une telle politique ne pouvait être que profitable puisqu'elle ouvrait aux Allemands bien des horizons nouveaux. De la confrontation de ces expériences jaillit déjà un renouveau de la pensée pédagogique allemande que nous étudierons plus loin.

2. *L'action des autorités allemandes*

Cependant, après l'action directe des Alliés, on a assisté depuis 1947 à une reprise en main progressive des problèmes d'éducation par les autorités allemandes. Elle s'est d'abord manifestée sur le plan local. Une des expériences les plus remarquables a été celle de Brême où les autorités ont créé une école largement ouverte à tous, faisant appel pour sa gestion à des conseils d'élèves et de parents. Elle est actuellement complétée par un système également unifié d'enseignement professionnel. Elle s'est largement inspirée dans ses programmes d'un idéal démocratique et humain.

Un autre exemple intéressant nous est fourni par le Schleswig-Holstein qui a organisé une *Volksoberschule* qui réunit dans une section pratique les élèves des anciennes classes primaires, dans une section théorique ceux des anciennes écoles moyennes, dans une section scientifique ceux des anciennes écoles supérieures. On y pratique les méthodes actives : il y a un self-government des élèves auquel les parents sont invités à collaborer.

La propagande pour la démocratie et des réalisations telles que celles de Brême et du Schlesvig-Holstein ne devaient pas manquer d'inspirer les rédacteurs de la Constitution de Bonn. L'article 26 est plein de promesses à ce sujet : « L'éducation, y est-il dit, est au service de la communauté, fondée sur l'estime et la dignité de l'homme et une volonté de justice sociale et de responsabilité politique. Elle doit conduire à l'objectivité et à la tolérance et à la collaboration pacifique avec les autres hommes. »

A partir de ces principes, les socialistes ont violemment revendiqué l'école unique, seule capable de promouvoir une véritable communauté humaine au delà des oppositions confessionnelles. Les Eglises ont violemment défendu la solution particulariste. Finalement, le principe de l'école unique a été retenu par la Constitution, mais les parents, sous certaines conditions, peuvent réclamer la création d'une école confessionnelle. Une très intéressante analyse de la question, depuis la Réforme, se trouve dans le numéro spécial de *Documents catholiques* du 23 octobre 1949. La Constitution a en outre retenu le principe de la gratuité de l'éducation et de la fourniture du matériel éducatif ; celui de l'école de base (Grundschule) prolongée par une Oberschule différenciée en une section pratique théorique et quatre sections théoriques (langues anciennes, mathématiques, sciences), arts, sciences économiques et commerciales. Une ordonnance du 28 octobre 1949 prévoit la participation des parents à la gestion sur une base neutre.

Depuis lors, l'action du Gouvernement de Bonn a surtout porté sur le développement de la formation professionnelle. La loi du

15 décembre 1950 prolonge l'enseignement obligatoire jusqu'à 18 ans sous forme d'apprentissage après la sortie de la Grundschule.

En résumé, une réforme très intéressante de fondements de l'éducation a été réalisée, partie grâce à l'action des Alliés, partie grâce à un effort notable des Allemands pour extirper de leur enseignement les ferments nationalistes et pangermaniques. Mais le vieux problème métaphysique du Dr Faust et du rôle des Eglises dans la vie temporelle des Allemands se pose avec plus d'importance que jamais à un peuple qui se cherche un nouvel idéal, alors que l'ancien continue de conserver ses adeptes et qu'une nouvelle philosophie de l'homme, auréolée de succès considérables, est proposée aux Allemands de l'Est.

3. L'école marxiste en Allemagne de l'Est

Dès le début de l'occupation, les Soviets ont entendu substituer à l'éducation nazie une éducation entièrement nouvelle destinée à créer en Allemagne de l'Est un ordre marxiste durable. L'action a porté à la fois sur l'élimination radicale du personnel enseignant nazi, sur la limitation de l'accès aux études supérieures des seuls éléments non suspects de nazisme, sur l'établissement de nouveaux programmes d'histoire, sur le développement de la culture ouvrière.

L'élimination des éléments nazis a été beaucoup plus poussée que dans les autres zones. Sont exclus de la profession enseignante et ne peuvent s'immatriculer à l'Université les anciens membres du parti, des Jeunesses hitlériennes, des S. A., des S. S., les anciens officiers, même de réserve, à partir du grade de lieutenant, les anciens chefs du Service du travail et de l'Organisation Todt.

Le contrôle de l'accès aux études supérieures des seuls éléments politiquement intéressants s'opère par une série de commissions, de comités et de conseils où la Freie Deutsche Jugend, l'organisation de masse de la jeunesse d'inspiration communiste est largement représentée. C'est elle qui sélectionne en fait les candidats à l'enseignement supérieur : pour être étudiant, il est bon de prouver sa bonne volonté idéologique en adhérant à la FDJ. Le personnel de l'enseignement primaire et secondaire, lui, a été renouvelé dans la proportion de 80 % ; le nouveau personnel doit donner lui aussi toute garantie politique. Enfin, un curateur soviétique a siégé jusqu'à une date récente au Sénat de l'Université.

En principe, les différents pays de la zone (Saxe, Thuringe, Mecklembourg, Saxe-Anhalt, Brandebourg) établissent librement leurs lois scolaires pour l'enseignement primaire. En fait, les Soviets, en exerçant une étroite pression, ont réussi à établir partout une véritable école d'Etat : l'enseignement privé et l'enseignement religieux ont été supprimés. On en est au régime de l'école unique.

La puissance occupante contrôlant ainsi tout le système scolaire, il lui a été facile d'imposer ses programmes. Ceux-ci font une large part à l'enseignement politique, partant de bases beaucoup plus sérieuses que celles du nazisme, mais nettement orienté vers le marxisme dans chacune de ses conclusions. L'enseignement de l'histoire mérite à ce point de vue une mention particulière. Il tient en effet une place importante dans l'horaire ; 2 à 3 heures par semaine dans les écoles primaires. Les instituteurs ont à leur disposition des manuels dont nous reparlerons, mais ils doivent aussi se former en lisant des ouvrages figurant sur une liste où l'on relève les noms d'un grand nombre d'historiens français, Seignobos, Mathiez, Lavisse, Sorel, Henri Sée. L'histoire internationale tient une large place. La Russie et la Pologne n'occupent plus une place inférieure dans la hiérarchie des nations. On souligne les origines françaises de l'art gothique. La préhistoire conserve une place de choix, de même que l'histoire de l'antiquité. Mais à partir des temps modernes, tous les faits sont interprétés sous l'angle du matérialisme historique. On montre comment l'apparition de l'économie d'argent a entraîné celle de la bourgeoisie qui jouera pendant plusieurs siècles un rôle culturel national et politique important, notamment en favorisant la transformation de la monarchie absolue en monarchie constitutionnelle représentative. Les masses ouvrières lui servent alors de troupes d'assaut. Finalement avec l'économie industrielle, l'histoire devient le théâtre d'une nouvelle lutte de classe : celle du prolétariat opprimé contre la bourgeoisie décadente.

Marx et Engels, Staline et Lénine sont souvent cités à l'appui de cette interprétation et il est intéressant de noter que les deux derniers manuels d'histoire parus en zone soviétique sont les traductions de deux ouvrages soviétiques de Jefimow et Chwostow.

On voit par cette évocation rapide que si l'enseignement de l'histoire est nettement orienté, il est conçu avec beaucoup plus de sérieux et, dans une certaine mesure, de souci d'objectivité que les manuels nazis.

A côté de cet enseignement historique, existent d'autres activités scolaires tournées vers le marxisme, notamment l'étude de l'actualité (une demi-heure par semaine). A cet effet, les maîtres doivent se rendre une fois par semaine à la Communauté de travail pour la politique (Arbeitsgemeinschaft für Politik). De plus, comme au temps du système hitlérien, les enfants sont, en dehors des heures d'école, accaparés par le Mouvement des pionniers (de 6 à 14 ans), prélude à l'entrée dans la Freie Deutsche Jugend.

Au niveau de l'enseignement supérieur, le système est complété par l'Institut du marxisme créé en 1946 et par les Universités populaires qui visent à la diffusion de la philosophie nouvelle et à la for-

mation d'une conscience de classe. Il en existe un très grand nombre au sein des Universités, des syndicats et entreprises. L'enseignement y est donné à la fois par des représentants de la profession et par des universitaires en petit nombre (25 %).

On voit combien ce système centralisé et d'inspiration nettement politique se rapproche de celui instauré par les nazis, combien il en diffère aussi par sa conception nouvelle de l'homme : le modèle à suivre n'est plus l'homme allemand rongé par sa volonté de puissance et sa manie de la persécution, mais l'homme communiste en lutte partout dans le monde pour le triomphe d'une cause que les marxistes affirment universelle. Nul doute que cette idéologie ne laisse dans la jeunesse des traces profondes malgré sa rupture totale avec la tradition spirituelle allemande : le fait d'avoir conservé la méthode hitlérienne des organisations et des défilés de masses est d'une incontestable habileté psychologique, encore qu'elle témoigne d'un bien grand mépris de l'enfance.

Cette rapide évocation des réformes introduites par les occupants et par le Gouvernement de Bonn montre encore une fois l'importance des préoccupations politiques et idéologiques en matière d'éducation. La pédagogie, le souci du développement harmonieux de l'enfant tendent à occuper une place trop réduite dans les préoccupations des dirigeants. Contre cette tendance, les pédagogues allemands ont réagi depuis 1945 ; détournés des grands débats idéologiques, ils ont orienté leurs efforts vers la méthodologie et le développement des classes expérimentales.

B. EFFORT DE RÉNOVATION PÉDAGOGIQUE

Cet effort témoigne d'une réelle volonté de compréhension et d'intégration dans le mouvement général de la pédagogie contemporaine préoccupée d'accroître chez l'enfant le sens et le goût de la responsabilité et le respect d'autrui et de la communauté. Il s'est traduit en Allemagne par l'établissement d'un réseau serré d'Instituts de recherche pédagogique et par le développement des écoles et des classes expérimentales dont l'Ecole de Brême, citée plus haut, fournit un bon exemple.

Les *Instituts de recherche* ont accompli un travail considérable. Le Deutscher Institut für Wissenschaftliche Pädagogik (Institut allemand de pédagogie scientifique) a été réouvert en 1950. Quelques mois plus tard, était créé à Berlin l'Institut pour l'enseignement spécial aux enfants inadaptés et arriérés, annexé à la Faculté Humboldt. L'enseignement comporte des cours de médecine. La section allemande de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle a repris son activité et tenu son premier Congrès à Jugenheim, près de

Darmstadt, le village modèle de la jeunesse en août 1950. En zone soviétique, même effort de diffusion de la science pédagogique : quatre Instituts ont été ouverts depuis 1949. Ils groupent 1250 élèves. L'étude du russe tient une place importante dans les programmes.

De nombreux Congrès traduisent l'activité des différentes organisations. Le plus intéressant a été celui de Jugenheim en janvier 1951, qui a réuni les représentants des Instituts pédagogiques de la République de Bonn. Un cercle de travail a été créé à cette occasion. Il s'occupera spécialement de l'étude de la formation des professeurs, question très controversée en Allemagne actuellement, un net mouvement d'opinion se dessinant en faveur de la formation des instituteurs à l'Université, formule qui permettrait une meilleure ouverture d'esprit, une élimination plus radicale de la tendance traditionnelle à la formation de l'individu en vase clos et en vue du développement presque exclusif de sa capacité professionnelle au détriment de sa culture générale et de son esprit critique. En outre, à l'heure actuelle, les Ecoles normales sont en nombre insuffisant pour répondre aux besoins nés des pertes de la guerre et de l'épuration. Le Congrès de Jugenheim a, de plus, décidé la création d'un centre permanent de documentation et d'information pédagogiques.

Un des problèmes très intéressants auxquels se sont attaqués les pédagogues d'Allemagne occidentale est celui de l'enseignement de l'histoire. A la différence de leurs collègues de la zone soviétique, contraints ainsi que nous l'avons vu, de faire servir cet enseignement à la justification du marxisme, ils se sont efforcés de dégager une vue de l'histoire plus nuancée mais qui fasse surtout justice de tout le faux enseignement diffusé par le nazisme. A cet effet, deux groupements ont été créés et ont joué un rôle essentiel : le Cercle de Brunsvick et le Comité pour l'enseignement de l'histoire de l'Association des professeurs allemands.

Le Cercle de Brunsvick a permis le rétablissement de l'enseignement de l'histoire qui avait été virtuellement supprimé de 1945 à 1947 faute de manuels et de doctrine claire. Le cercle a publié une vingtaine de brochures à l'intention des professeurs et qui s'efforçaient de donner une analyse objective de certains points de l'histoire prussienne. Il a également édité le manuel actuellement répandu dans la zone anglaise.

Le comité qui groupe 70 000 membres, lui, a défini les principes et les buts de l'enseignement historique : l'histoire est un moyen de s'intéresser à la vie publique. Son enseignement doit permettre d'aiguiser le sens des valeurs humaines ; elle doit donc à notre époque magnifier les héros de la paix, insister sur les périodes pacifiques. Le comité s'efforce, en liaison avec des professeurs anglais, de définir les bases communes d'un enseignement valable dans différents pays.

A noter qu'à Fribourg-en-Brisgau, fin 1950, un Congrès de professeurs français et allemands a étudié ce même problème de l'enseignement commun dont l'importance est primordiale pour l'établissement de bonnes relations entre nos deux pays.

Dans le domaine des *Ecoles expérimentales*, les initiations les plus intéressantes à retenir sont en Allemagne l'Ecole moderne de Dittenheim ; en Autriche, le jardin d'enfants de Vienne, l'Ecole normale de Wiener Neustadt, l'Université populaire de Payerbach et l'Ecole active de Fulpmes. Cet apport de l'Autriche est remarquable : depuis la chute de l'Empire en 1918, les problèmes idéologiques et nationalistes ont sensiblement perdu de leur importance dans ce pays, mais les problèmes psychologiques, sociaux, économiques n'ont jamais cessé de donner aux savants autrichiens, et spécialement viennois, l'occasion de montrer la profondeur de leur connaissance de l'homme.

L'Ecole de Dittenheim en Allemagne est un type original d'école active. Les bancs de l'école sont disposés en demi-cercle. Les élèves travaillent individuellement ou en équipe même pour le calcul. Le maître n'a qu'un rôle d'aide comme au lycée expérimental de Montgeron en Seine-et-Oise. Le développement des connaissances se fait par la conversation et par des travaux libres. L'enfant doit comprendre, ne jamais être dupe. C'est une rupture totale avec les tendances du passé. Cette compréhension est facilitée par la suppression du cloisonnement artificiel entre les matières. Les connaissances sont essentiellement mobiles, les élèves se constituant leurs propres archives par des coupures de journaux et les compte rendus des travaux d'équipe.

L'école publie un journal (son directeur M. Rauh a connu Freinet en Suisse). Les élèves écrivent librement leurs textes. Le maître retouche l'orthographe, mais pas le style. Tous les élèves sont abonnés ainsi que certains adultes du village. La moitié du tirage est expédiée dans d'autres écoles modèles en Allemagne, en France, en Italie et à Zurich.

Passons maintenant à l'Autriche : à l'automne 1949, un nouveau jardin d'enfants expérimental a été ouvert à Vienne avec les fonds du Département d'assistance sociale et l'aide du Don suisse. Il accueille, dans six pavillons séparés, six groupes de seize enfants, qui sont respectivement des enfants normaux, des infirmes, des retardés, des sourds-muets, des aveugles, des nerveux instables. Une piscine à parois transparentes permet de suivre les progrès de la rééducation de paralysés.

L'Ecole normale de Wiener-Neustadt a été depuis 1949 le théâtre d'une réforme intéressante : l'enseignement est désormais divisé en trois branches présentant chacune une unité organique : l'étude

et la compréhension de la nature, l'étude et la compréhension de l'homme, la philosophie de la connaissance et de l'esprit. A côté de la compréhension intellectuelle, on fait largement place à la compréhension émotive.

L'Université populaire de Payerbach est ouverte aux frustrés de l'éducation, à ceux que la guerre ou les difficultés des temps ont écartés de l'enseignement supérieur. On y recherche avant tout le développement de la compréhension mutuelle. Les adultes de toutes conditions sociales y viennent pour des stages de quatre à huit semaines. Le stagiaire partage son temps entre les cercles d'étude, les communautés de travail et des excursions.

Enfin, l'*Ecole de Fulpmes*, près d'Innsbruck, ouverte en 1946 par les autorités françaises d'occupation, mérite une mention particulière. C'est une école active où l'on ne travaille que le matin, l'après-midi étant réservé aux jeux, aux sports, à l'étude, le soir à la veillée. La méthode pédagogique s'inspire des centres d'intérêt Decroly. On observe les planètes au télescope, on construit des modèles réduits d'avion, des igloos en hiver ; on fait des randonnées à cheval. Le groupe artistique a joué à Innsbruck « Le Bourgeois Gentilhomme » ; la chorale a donné trois représentations à Vienne en 1948. Les films sont discutés comme dans les ciné-clubs. Il existe des clubs de langues, car les élèves sont de différentes nationalités. Les professeurs eux-mêmes organisent entre eux des réunions culturelles sur des sujets très variés.

Les élèves apprennent à s'administrer eux-mêmes. Un petit tribunal décide des punitions à infliger aux fautifs : la sanction habituelle est la privation de distractions. Les plus riches aident les plus pauvres à rester à l'école qui se fait en outre un peu d'argent grâce au foyer-bar et à la mise en valeur du potager.

Ainsi, au lendemain du national-socialisme, un réel effort a été consenti par les responsables de l'éducation pour faire naître un climat favorable à l'éclosion, en Allemagne, d'un véritable humanisme et d'une réelle sympathie envers les autres peuples. Il est encore trop tôt pour dire si les tendances traditionnelles finiront par s'éteindre sans que pour cela l'Allemagne renonce à un mode de culture propre et à sa dignité nationale.

Au moins autant que des bons maîtres pénétrés de la grandeur de la tâche, et des gouvernants conscients de la nécessité d'une éducation moins orgueilleuse que par le passé, ce qu'il faut à l'Allemagne c'est une longue période de stabilité politique, économique et sociale qui la confirme dans la valeur de l'option qu'elle a faite (c'est surtout sa jeunesse qui l'a faite) depuis 1945 en rompant aussi complètement que possible avec le passé et en se tournant vers l'humanisme et la

collaboration avec les autres peuples. C'est malheureusement faire preuve de trop d'optimisme que d'affirmer la venue certaine de cette période pacifique.

De l'opposition présente des deux philosophies de l'éducation qu'on lui inculque peut surgir tout aussi bien un désir ardent d'objectivité par réaction contre les idéologies quelles qu'elles soient, ou au contraire une nouvelle idéologie nationaliste qui rappelle fâcheusement celle du passé.

L'éducation, les différents maîtres de l'Allemagne l'ont bien compris, est une œuvre de longue haleine, mais aux effets indéfiniment prolongés. Quels que soient les efforts présents de rénovation, il ne faut pas s'illusionner sur les résultats à en attendre dans un proche avenir. Mais une attitude trop sceptique ne convient pas non plus : il est de notre devoir d'encourager la vague d'universalisme qui anime actuellement une partie de la jeunesse et contraste heureusement avec la tendance de l'Allemand à se croire un éternel persécuté, et à vouloir ce que possèdent les autres peuples sans savoir exactement tout ce comportent de tels héritages.

JACQUES BILLY.

Education civique

Le commentaire de G. Menoud, pour les trois plans de Mgr Dévaud, est en vente au Dépôt du matériel scolaire au prix de **2 fr. 40**

Procurez-vous

L'ALMANACH CATHOLIQUE

1953

Pages d'actualité

Articles variés : nouvelles, contes, bons mots

Riches illustrations

Prix : Fr. 1.30

LIBRAIRIES ST-PAUL, FRIBOURG